

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58624

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Kontroversen stattgefunden haben, werden diese knapp referiert und meist auch eindeutig kommentiert. Berstein und Milza ermöglichen dem Leser damit einen raschen Zugang zur aktuellen Forschungslage und vermitteln ihm zugleich einen sicheren Überblick über die Fülle des Geschehens. Thematisch geordnete Auswahlbibliographien am Ende der beiden Teile und Zeittafeln (leider nur für die Periode 1931–1958) erleichtern ihm die Orientierung.

Die Urteile der Autoren sind in der Regel gut begründet; abweichende Auffassungen werden in fairer Weise referiert. Berstein und Milza schrecken auch nicht davor zurück, zu heiklen Themen der französischen Zeitgeschichte eindeutig Stellung zu beziehen. So wird – zum ersten Mal in einer Gesamtdarstellung dieser Art – der »imperialistische Aspekt des Friedens von Versailles« klar angesprochen (Bd. 1, S. 309), und entsprechend erfährt Herriots Wende zur Verständigungspolitik eine weitgehende Rehabilitierung. Bei der Erörterung der Rechtsbewegungen werden nicht nur die Unterschiede zu faschistischen Bewegungen aufgeführt, sondern auch die Gemeinsamkeiten benannt, so daß beim »Milizstaat« von 1944 nur offen bleibt, wieweit dieser *auch* dem Einfluß der Besatzungsmacht zu verdanken ist. Hinsichtlich des Ausmaßes der Résistance betonen die Autoren ohne Umschweife, daß die aktiven Widerständler bei aller antideutschen Stimmung in der überwiegenden Mehrheit der Bevölkerung bis zum Schluß des Vichy-Regimes nur eine kleine Minderheit dargestellt haben. Und bei der Erörterung der Deutschlandpolitik der zweiten Nachkriegszeit sprechen sie nicht nur klar vom »Zerstückelungswillen« der französischen Führung (Bd. 3, S. 159); sie weisen auch auf die vielen Fälle von Machtmißbrauch hin, die sich Angehörige der französischen Besatzungsmacht in Deutschland geleistet haben.

Nur ganz zum Schluß fehlt diese ermutigende Offenheit im Umgang mit der eigenen Vergangenheit: Berstein und Milza lassen es ausdrücklich offen, ob die Regierungsübernahme de Gaulles 1958 als Machtübernahme im Gefolge eines Aufruhrs oder als selbstlose Intervention zur Verhinderung eines Bürgerkrieges zu deuten ist. Die Fakten, die sie mitteilen, sprechen freilich eine klare Sprache; und daß sie neben dem gaullistischen Mythos auch die erstgenannte Alternative zu bedenken geben, ehrt sie gleichwohl. Es bleibt sehr zu hoffen, daß ihre Art des nüchternen Bilanzierens Schule macht – schließlich lassen sich ja nur auf diese Weise auch die bemerkenswerten Leistungen angemessen würdigen, die neben den dunkleren Seiten der französischen Zeitgeschichte zu verzeichnen sind.

Zwei kleine sachliche Fehler seien am Rande vermerkt: Die SFIO wird man, anders als die Autoren meinen, nicht mehrheitlich zu den Anhängern des Zerstückelungskonzepts nach dem Zweiten Weltkrieg rechnen können; und Ludwig Erhard gehört gewiß nicht zu den Verfechtern des Gemeinsamen Marktes. Gemessen an der Fülle der gelungenen Skizzen und der zuverlässigen Urteile fällt solche Detailkritik freilich überhaupt nicht ins Gewicht.

Wilfried LOTH, Essen

Michael RUCK, Gewerkschaften, Staat, Unternehmer. Die Gewerkschaften im sozialen und politischen Kräftefeld 1914 bis 1933, Köln (Bund) 1990, 224 p. (Schriftenreihe des DGB-Bildungswerkes Gewerkschaften in Deutschland, 4).

L'historiographie du syndicalisme allemand est un terrain récemment défriché. Jusqu'au début des années quatre-vingt, la place était surtout occupée par les productions de la Nouvelle gauche et de la RDA, où l'idéologie laissait trop peu de place à la recherche sérieuse. Les fonctionnaires du DGB avaient beau partir en campagne contre le noyautage des jeunesses syndicales par les cadres communistes, qui usaient largement de cette littérature dans les séminaires de formation interne, ils manquaient singulièrement de munitions pour nourrir leur contre-offensive.

Depuis, les historiens ont rattrapé leur retard et, de Klaus Schönhoven à Heinrich Potthoff, ont considérablement élargi la connaissance du sujet. Parallèlement, la parution des grandes

éditions de documents (Quellen zur Geschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung im 20. Jh.) montre que la discussion peut désormais s'appuyer sur des fondements solides. C'est entre autres pour recueillir les fruits de cette évolution que le DGB a créé en 1990 au Bund Verlag la collection Gewerkschaften in Deutschland, conçue précisément pour servir aux responsables de formation. L'ouvrage dont il est question ici est le quatrième volume de la série. Il émane d'un jeune universitaire qui, membre de l'équipe de recherche de Mannheim, a lui aussi contribué à mieux fonder l'histoire du syndicalisme (Die Freien Gewerkschaften im Ruhrkampf 1923, Cologne 1986) et a édité le volume de documents correspondant dans les Quellen ... précédemment citées (il s'agit du vol. 2, Die Gewerkschaften in den Anfangsjahren der Republik 1919-1923).

Ensermé dans une formule pédagogique – environ 100 pages de texte assorti d'un appareil critique très léger (peu de notes, mais une chronologie et un glossaire), d'un bref commentaire didactique et de cinquante pages de documents – Ruck doit concentrer son propos. Choisisant de nous présenter la politique générale, c'est-à-dire les décisions d'Etat-major plutôt que la sociologie des organisations ou la culture militante, il analyse l'état des rapports de force triangulaires syndicats/patronat/gouvernement à chaque phase du régime de Weimar.

A considérer globalement les vingt ans d'histoire ici traités, le phénomène le plus frappant est l'insistance avec laquelle le syndicalisme donne en vain des gages de sa bonne volonté. Le calcul a pu paraître payant pendant le premier conflit mondial, puisque le soutien de l'effort de guerre aboutit, grâce au *Hilfsdienstgesetz*, à la reconnaissance officielle par les pouvoirs publics. Mais le patronat n'ayant accepté que contraint et forcé la trêve sociale de la guerre et repartant à l'assaut dès la fin des hostilités, il cesse de l'être à partir de 1918: l'échec de la *Zentralarbeitsgemeinschaft* ou de la participation au *Ruhrkampf* le manifestent déjà. Le déclin de l'influence syndicale pendant la crise des années 30 et sa «mise au pas» par le gouvernement nazi en apportent la preuve définitive.

A l'origine de cette attitude, on trouve, derrière les professions de foi marxistes, deux composantes fondamentales du réformisme syndical allemand, l'attachement aux valeurs patriotiques et la recherche de l'égalité de droit avec le Capital (*Gleichberechtigung mit dem Kapital*). Les aspirations démocratiques apparaissant tout d'abord largement satisfaites par la nouvelle constitution de 1919 et par la présence du SPD dans l'exécutif, il y a donc une double volonté d'intégration, sur le plan social et sur le plan national, à laquelle correspondent respectivement l'offre de coopération avec le patronat et l'attachement à l'Etat social de Weimar.

Dans le contexte d'un régime menacé où, plus que dans toute autre phase de l'histoire allemande, le politique et le social sont étroitement imbriqués, cette double aspiration éclaire les comportements successifs du mouvement syndical face aux deux partenaires, patronal et politique. C'est tout d'abord une (brève) phase d'entente avec des gouvernements plus ou moins ancrés à gauche (le patronat hurle déjà au «Gewerkschaftsstaat») et une recherche concomitante du compromis social. Puis vient une phase de repli où l'échec de la parité sociale et la perte d'audience peuvent être partiellement compensés en s'appuyant sur l'Etat, arbitre dans la négociation collective. Après quoi, à partir de la fin des années vingt, c'est l'isolement: alors que la crise économique mine les possibilités d'action syndicale et que l'arbitrage obligatoire se transforme en un instrument de réduction salariale imposée par le gouvernement, l'évolution politique prive des appuis au sein d'un Etat, sur lequel les milieux d'affaires décuplent au contraire leur influence.

Mais pour expliquer l'entêtement à poursuivre ce qu'on pourrait appeler une *Politik der Vorleistungen* à l'égard de gouvernements de plus en plus autoritaires on ne peut pas seulement invoquer la *Staatsfixierung*, qui manifeste le poids des traditions lassaliennes; il y a aussi, outre le repoussoir communiste et la peur panique des mouvements incontrôlés, la volonté de préserver coûte que coûte le capital organisationnel. Ruck n'y insiste peut-être pas assez.

Si comme il le souligne en revanche, le mouvement syndical commet des erreurs stratégiques

considérables, faut-il pour autant donner raison aux historiens communistes? On verra, en prenant deux exemples, que l'auteur n'esquive pas le débat.

Concernant l'approbation de la déclaration de guerre en 1914, il récuse la notion de trahison en soulignant que la base syndicale était indéniablement réformiste: c'est seulement *après* que, par suite de la dégradation de la situation sociale, apparaissent des tensions entre la base et l'appareil. Quant à l'attitude de l'ADGB en 1932, au moment du putsch de von Papen en Prusse, Ruck y voit bien la faillite du légalisme social-démocrate face à la menace du III<sup>e</sup> Reich. Mais il fait valoir qu'on ne pouvait rien attendre des partis de la coalition de Weimar ni des autres syndicats, et que toute résistance destinée à sauver l'honneur aurait été irresponsable. Il est clair en revanche, que le discours de Bernau, où Théodore Leipart cherche à manifester la loyauté du syndicalisme en prenant ses distances vis-à-vis du SPD, dépasse les bornes de la prudence.

Concernant la rupture de la Grande Coalition en 1928, c'est de l'historiographie conservatrice que l'auteur se démarque: à son avis, il est faux de dire que le syndicalisme libre ait manqué de sens de l'Etat. Les dés étaient jetés depuis bien longtemps au sein du groupe parlementaire social-démocrate lorsque l'ADGB s'oppose à la réduction des prestations de l'assurance chômage. De plus, au delà de la portée intrinsèque de la mesure, apparemment réduite, il s'agit bel et bien de défendre le principe même de l'Etat social, ancré dans la constitution. Enfin et surtout, il est clair que le débat sur l'assurance chômage n'était que l'occasion pour les conservateurs de se débarrasser du SPD après le règlement de la question des réparations. Soucieux de bien délimiter les responsabilités, Ruck crédite cependant la direction syndicale de deux fautes tactiques: l'erreur de penser que la rupture de la coalition serait suivie d'élections et l'absence d'une stratégie de défense des salariés si le SPD passait à l'opposition.

Dense et précis, ce livre remplit parfaitement son objectif didactique. Mais il fait plus en amorçant une réflexion sur les grandes lignes de continuité historiques. Au delà du débat engagé dans la conclusion avec Heinrich Potthoff sur le poids de l'étatisme dans l'identité syndicale allemande, il nous paraît intéressant de mieux cerner la place occupée dans celle-ci par le besoin d'autonomie. Ce besoin n'est-il pas présent dans l'attachement porté à la *Zentralarbeitsgemeinschaft*, qui aux dires de Ruck correspond bien à la croyance en une «communauté d'intérêt des producteurs»? Et ne le retrouve-t-on pas aussi dans la gêne des dirigeants de l'ADGB face à l'emprise croissante de l'Etat sur la négociation collective, nonobstant le bénéfice qu'en tirent tout d'abord les salariés? Approfondir la question, ce serait mieux comprendre les origines de l'autonomie conventionnelle en RFA.

Alain LATTARD, Stains

Nieder die Waffen – die Hände gereicht! Friedensbewegung in Bremen 1898–1918. Katalog zur gleichnamigen Ausstellung, hg. im Auftrag des Staatsarchivs Bremen von Helmut DONAT und Andreas RÖPCKE, Bremen (Donat) 1989, 224 p.

Le nationalisme et le militarisme dont l'empreinte est indélébile sur l'histoire de l'Allemagne depuis plus d'un siècle ne doivent jamais faire oublier le militantisme d'une minorité d'Allemands pour une politique de paix et de démocratie. Toujours considérés comme un «corps étranger dans les mentalités prussiennes et allemandes», ils ont été constamment en butte à des persécutions – même après 1945. L'histoire du mouvement de la paix en Allemagne fut souvent refoulée, occultée puisqu'en contradiction avec la militarisation de la politique et de la société.

Cependant, grâce à une politique municipale faite de libéralisme et de tolérance, certaines villes ont développé un travail fructueux en faveur de la paix, dépassant largement les frontières de la cité: ce fut le cas de la ville libre de Brême et ce catalogue rapporte les activités